

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 28 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Le réac...
- 2) Les Français gagnent trop selon...
- 3) Ils se rallient à JLM
- 4) Candidat des communistes
- 5) Rien que ça !
- 6) J'y vais ! J'y vais pas !
- 7) "Carrefour des gauches"
- 8) Fillon la grande dépression...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Pour Martine Aubry, François Fillon est "profondément archaïque et réactionnaire"



Crédit : PHILIPPE HUGUEN / AFP
Martine Aubry critiquait en octobre la politique économique du gouvernement (archives).

II) Pour les militants de François Fillon, les Français doivent se "serrer la ceinture"

La maire de Lille Martine Aubry s'en est pris avec virulence à François Fillon samedi 26 novembre, en le qualifiant d'"homme profondément archaïque et réactionnaire", "resté dans les années 60". "Je pense que ce n'est pas seulement un conservateur, c'est un homme profondément archaïque et réactionnaire", a déclaré Martine Aubry, lors d'une intervention au "Carrefour des gauches" à Bondy (Seine-Saint-Denis).

"Il me fait profondément rigoler quand il parle de la Formule 1 et de Jacky Ickx (ancien pilote automobile belge), on dirait qu'il est resté dans les années 60. Et c'est vrai dans tous les sujets", a-t-elle poursuivi, appelant les Français à "ouvrir les yeux" face au risque "d'une droite d'extrêmes et d'une extrême droite." À la veille du second tour de la primaire de la droite opposant François Fillon à Alain Juppé, Martine Aubry a estimé qu'une élection de l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République signerait un retour "loin, loin en arrière". "Le droit à l'avortement, il y est opposé", a-t-elle souligné.

"Je suis tout de même embêtée d'avoir un homme qui veut être président de la République et qui pense que les femmes aujourd'hui ne devraient pas pouvoir disposer librement de leur corps", a-t-elle renchéri, évoquant aussi les votes passés de François Fillon "contre le Pacs, le mariage pour tous". "Fillon, c'est aussi celui qui, ministre des Affaires sociales en 2002, à la tribune de l'Assemblée nationale, a osé annoncer la chose suivante : 'La responsabilité du Front populaire est grande dans l'effondrement de la Nation en 1940'", a ajouté celle qui a été ministre de l'Emploi entre 1997 et 2000 et a porté la réduction du temps de travail à 35 heures. Selon elle, François Fillon a déclaré que "c'est la réduction du temps du travail (de 48 heures à 40 heures, ndlr) par le Front populaire qui a entraîné la défaite de 1940 (...). Ça, c'est le procès de Riom en 1942 et lui l'a repris en 2002", s'est encore indignée Martine Aubry.

rtl.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Réunis pour le dernier meeting de leur champion à Paris, les partisans du candidat expliquent au HuffPost que les Français devront faire des efforts.

Pierre Tremblay Journaliste



Pour les fillonistes, les Français doivent se "serrer la ceinture"

La France est-elle prête pour les réformes "courageuses" de François Fillon? Ce vendredi 25 novembre, l'ex-premier ministre a tenu son dernier meeting de campagne avant le deuxième tour de la primaire de la droite prévu dimanche.

Une fois de plus, il a présenté un programme économique drastique qui prévoit une baisse des dépenses publiques de 100 milliards d'euros en cinq ans. Pour ce faire, François Fillon préconise, entre autres, la suppression de postes de 500.000 fonctionnaires, une augmentation du temps de travail, le recul de l'âge de la retraite à 65 ans, la réduction des charges sur les entreprises et une hausse de la TVA de deux points. Un programme qui a fait l'objet ces derniers jours de nombreuses comparaisons avec la politique de Margaret Thatcher, comme cette une audacieuse de Libération.



Pierre Tremblay Selon les organisateurs, environ 10.000 personnes se sont réunies lors de ce dernier meeting de campagne.

Alors qu'Alain Juppé attaquait à Nancy la "brutalité" du programme "hyperlibéral" de François Fillon, Le HuffPost a demandé aux partisans du favori de cette primaire s'ils étaient prêts à faire face aux réformes "courageuses" de leur candidat. Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, les fillonistes invitent les Français à "se serrer la ceinture" et à travailler davantage. Pour eux, c'est la seule et unique façon de "redresser" le pays et d'atteindre l'objectif de François Fillon : faire de la France la première puissance européenne en dix ans.

huffingtonpost.fr

III) Les militants communistes se rallient à Jean-Luc Mélenchon

Par christophe Gueugneau

Les adhérents communistes ont voté à 53,6 % un soutien au candidat de la France insoumise, pour la présidentielle de 2017, dans le cadre d'un « soutien critique » au sein d'une « campagne autonome ». Le parti sort divisé du processus.

Pierre Laurent peut souffler, Jean-Luc Mélenchon peut savourer. Les adhérents du Parti communiste français ont finalement voté à 53,60 % pour un soutien au candidat de la France insoumise à la présidentielle de 2017. Ils ont ainsi démenti les délégués de la conférence nationale qui avaient opté, eux, pour une candidature communiste à plus de 55 % le 5 novembre dernier. « Les adhérents auront le dernier mot », avait prévenu le secrétaire national du parti, Pierre Laurent, début novembre. Lui-même s'était prononcé pour un soutien à Mélenchon avant le vote du 5 novembre, mais aussi à quelques jours du vote des adhérents, sur son blog.

Le parti communiste n'en ressort pas moins divisé. À Paris, par exemple, Mélenchon l'emporte de seulement huit voix. Le communiqué annonçant les résultats, publié samedi soir au terme d'une journée où le résultat

s'inversait à chaque retour des départements, a beau être intitulé « Des communistes unis pour faire grandir le rassemblement », les vifs débats de ces dernières semaines vont laisser des traces. Mercredi dernier, le député André Chassaigne, qui avait concouru en 2011 contre Jean-Luc Mélenchon au sein du Front de gauche, avait mis en garde, estimant qu'un soutien à Mélenchon porterait un « coup fatal » au parti. « Nous n'aurons plus droit à la parole pendant cette campagne présidentielle, on ne sera absolument porteurs de rien », avait-il ajouté sur LCP.

Le communiqué annonçant les résultats met ainsi en garde contre des velléités de ne pas respecter la décision : « Le comité exécutif national appelle l'ensemble des communistes à se rassembler autour du choix majoritairement validé. » Le porte-parole du Parti, Olivier Dartigolles, a de son côté déclaré à L'Humanité : « C'est un score clair pour l'option 1 [le soutien à Jean-Luc Mélenchon – ndlr] mais c'est aussi un signal adressé à Jean-Luc Mélenchon : il y a une majorité sur cette option mais pas un raz-de-marée. Les communistes sont très soucieux de maintenir une démarche de rassemblement très ouverte qui se fixe toujours l'objectif de gagner des majorités politiques. »

L'historien du communisme et codirecteur de la revue Regards Roger Martelli a publié dimanche un texte analysant le scrutin. Pour lui, « la nouvelle consultation suggère une nouvelle brèche dans la légitimité de l'équipe en place » mais, précise-t-il, « l'objectif de retrouver la dynamique de 2012 est désormais à portée de main. Lourde serait la responsabilité si, pour d'inutiles rancœurs, cette retrouvaille ne s'avérait pas possible ». Martelli souligne que Jean-Luc Mélenchon a recueilli moins de soutiens qu'en 2011, il affirme surtout que le PCF est dans son ensemble sur une mauvaise dynamique. « Le nombre officiel de cotisants est passé de 80 000 en 2008, à 70 000 en 2011 et 50 000 aujourd'hui, soit une baisse de 30 % en cinq ans et de près de 40 % en huit ans. Il en est de même pour la situation électorale : depuis le début de la décennie, le PCF pourrait avoir perdu entre 25 % et 40 % du nombre de mairies communistes et "apparentées" et peut-être un tiers du nombre total de ses élus. »

Du côté des communistes favorables depuis plusieurs semaines à un soutien à Mélenchon, on se félicite tout de même. Marie-George Buffet, ancienne ministre et ancienne candidate à la présidentielle, estime dans un communiqué que ce choix est « une clé qui peut ouvrir la porte de

l'espoir et de la construction d'une alternative aux politiques libérales à l'œuvre et à venir. Alors que les prétendants à droite font de la surenchère pour savoir qui prendra le plus de mesures contre les intérêts populaires et que les candidats socialistes cherchent à faire oublier le bilan du Président issu de leur parti, le choix de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle peut déjouer tous les scénarios préétablis ». Marie-Pierre Vieu, autre dirigeante du parti elle aussi favorable au ralliement, parle de « débats difficiles » mais pense que le PCF peut encore « manier le rapport de force ».

Du côté de la France insoumise, on se félicite du résultat. Alexis Corbière, porte-parole du mouvement, déclare dans Le Monde : « C'est la conséquence de la dynamique construite depuis février. Toutes les énergies sont les bienvenues pour faire cette campagne. » L'arrivée des communistes pourrait aider la France insoumise à s'assurer les 500 parrainages nécessaires. Mélenchon en aurait recueilli jusqu'à présent un peu moins de 400.



Pierre Laurent et Olivier Dartigolles © CG

Reste qu'un dossier délicat devrait arriver très prochainement sur la table, celui des législatives. Lors du rassemblement de la France insoumise à Lille à la mi-octobre, Jean-Luc Mélenchon avait explicité le processus de désignation des candidats estampillés FI : les groupes d'appui vont faire remonter, circonscription par circonscription, des noms de candidats possibles ; charge ensuite à une entité nationale d'en choisir un.

Mais ce candidat aura obligation d'adopter une charte, notamment graphique, de façon à ce que tous les candidats soient identifiables, quelle que soit la circonscription. Ils devront en outre passer par une association de financement elle aussi rattachée à la France insoumise. Les premières réunions par circonscription auront lieu mercredi 30 novembre pour la France insoumise.

Le Parti communiste a quant à lui prévu d'organiser le 14 janvier le lancement de sa campagne législative, en annonçant à ce moment-là les candidats qu'il soutient. « Il y aura des candidats dans toutes les circonscriptions », selon Pierre Laurent, qui n'a pas écarté pour l'heure la possibilité de voir des candidats soutenus par le PCF se retrouver face à des candidats insoumis. « Nous allons tenter de réduire cette possibilité », a-t-il précisé. Le résultat de samedi devrait redistribuer les cartes. À moins que le « soutien critique » et la « campagne autonome » des communistes ne débouchent sur 577 bras de fer.

mediapart.fr

IV) Mélenchon, candidat des communistes en 2017

LOT	72,2	45
LOT ET GARONNE	54,7	
LOZERE	31,4	70
MAINE ET LOIRE	36,0	21
MANCHE	69,9	59
MARNE	37,6	31,9
HAUTE MARNE	41,3	
MAYENNE	25,4	
MEURTHE ET MOSELLE	35,2	32
MEUSE	57,6	51
MORBIHAN	71,2	71
MOSELLE	67,8	43,32
NIEVRE	63,5	68

Ça s'est joué d'une courte tête, mais il n'y aura pas de candidat PCF à la présidentielle. Les militants ont préféré soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à 53,6%. Les résultats par département.

Les militants communistes ont voté pour désigner le candidat qu'il soutiendront à l'élection présidentielle.

Les résultats provisoires sont longtemps restés incertains cet après-midi, mais les militants communistes – à 53,6% – ont préféré la candidature de Jean-Luc Mélenchon à celle d'une candidature communiste.

En 2011, les communistes étaient à 60% à soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Mais il s'est passé bien des choses depuis : même si Pierre Laurent a soutenu l'option que rejoignent aujourd'hui les militants communistes, le conflit qui a longtemps éloigné les deux meilleurs ennemis Laurent / Mélenchon a laissé quelques traces.

Première conséquence, les délégués des fédérations avaient voté à 55% en faveur d'une candidature communiste, lors de la conférence nationale du 6 novembre. Si les militants n'ont pas suivi le vote des cadres de leur parti, les résultats montrent un affaiblissement des soutiens de Jean-Luc Mélenchon parmi eux.

Ci-dessous, les résultats du vote département par département.

Départements	Résultats 2011 et 2017	
	2011 Mélenchon % E	2016 option Mélenchon %
AIN	69,5	54,7
AISNE	48,8	
ALLIER	22,6	39
ALPES HTES PROVENCE	84,1	
HAUTES ALPES	78,1	
ALPES MARITIMES	81,2	72,6
ARDECHE	59,4	71
ARDENNES	22,6	44
ARIEGE	68,3	65
AUBE	63,1	53
AUDE	70,6	52
AVEYRON	84,4	78
BOUCHES DU RHONE	78,3	
CALVADOS	60,6	52
CANTAL	24,5	
CHARENTE	79,4	52
CHARENTE MARITIME	30,5	23,8
CHER	77,2	65
CORREZE	73,2	31
CORSE DU SUD	70,7	
HAUTE CORSE	63,6	
COTE D'OR	79,2	48
COTE D'ARMOR	78,2	44
CREUSE	67,1	72
DORDOGNE	81,1	72
DOUBS	75,8	25,58
DROME	62,0	47
EURE	44,7	47
EURE ET LOIR	70,6	57,14
FINISTERE	55,8	48
GARD	64,9	
HAUTE GARONNE	46,8	27,54
GERS	56,4	
GIRONDE	57,8	
HERAULT	62,5	42
ILLE ET VILAINE	49,8	58
INDRE	77,2	54
INDRE ET LOIRE	77,8	68
ISERE	66,9	53
JURA	69,8	48
LANDES	71,2	
LOIR ET CHER	77,0	
LOIRE	48,1	53,8
HAUTE LOIRE	58,7	43
LOIRE ATLANTIQUE	49,4	
LOIRET	65,2	
LOT	72,2	45
LOT ET GARONNE	54,7	
LOZERE	31,4	70
MAINE ET LOIRE	36,0	21
MANCHE	69,9	59
MARNE	37,6	31,9
HAUTE MARNE	41,3	
MARNE	25,4	
MELURTHE ET MOSELLE	35,2	32
MEUSE	57,6	51
MORBIHAN	72,2	71
MOSELLE	67,8	43,32
NIEVRE	63,5	68
NORD	42,6	50
ORSE	68,9	66,88
ORNE	30,8	37,62
PAS DE CALAIS	29,1	36,35
PUY DE DOME	18,5	31,4
PYRENES ATLANTIQUES	62,3	45,2
HAUTES PYRENEES	82,3	58
PYRENEES ORIENTALES	86,1	
BAS RHIN	56,7	56
HAUT RHIN	76,5	57
RHONE	47,8	39,82
HAUTE SAONE	15,7	16,8
SAONE ET LOIRE	48,5	
SARTHE	72,3	75
SAVOIE	78,4	
HAUTE SAVOIE	77,7	65
PARIS	60,8	50
SEINE MARITIME	48,2	69
SEINE ET MARNE	61,5	55,5
YVELINES	69,4	
DEUX SEVRES	66,4	89
SOMME	41,9	
TAIN	48,8	
TAIN ET GARONNE	73,9	57
VAR	36,2	26
VAUCLUSE	77,3	63,9
VENDEE	77,3	68
VIENNE	62,8	50
HAUTE VIENNE	79,6	61
VOGES	58,0	44,3
YONNE	87,5	73,91
TERRITOIRE BELFORT	65,0	41
ESSONNE	71,1	68
HAUTS DE SEINE	65,5	60,2
SEINE SAINT DENIS	78,0	72
VAL DE MARNE	47,0	46,8
VAL D'OISE	63,1	
Totaux	59,1	

Pourcentages de votes pour l'option 1 :

regards.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) 10.000 euros par minute pour Bernard Arnault !



» Magie de la Bourse. En 2014, le cours de LVMH a bondi de 34%. Une aubaine pour son principal actionnaire. Selon nos calculs, sa fortune a augmenté chaque minute de plus de 10.000 euros.

Vertigineux ! Comparé à l'an dernier la fortune du P-DG de LVMH, Bernard Arnault, s'est accrue aujourd'hui de 9,27 milliards d'euros ! Soit 25 millions d'euros supplémentaires par jour, 1 million d'euros par heure, ou, si vous préférez par minute, 17.636 euros !

Classé troisième dans notre classement exclusif des cents plus grandes fortunes françaises 2015 , Bernard Arnault dispose d'une fortune totale estimée à 28,96 milliards d'euros. Il est devancé par les Mulliez (Auchan, Décathlon, Leroy-Merlin...) et les Bettencourt (L'Oréal), suivi de près par les Dumas (Hermès), les Dassault ou encore Xavier Niel et Patrick Drahi. A eux seuls, ces riches parmi les riches pèsent plus de 320 milliards d'euros. Soit 20% environ de ce que possèdent l'ensemble des ménages en assurance-vie... Autant dire que le reste des Français demeure à des années-lumière de ce petit monde ultra-fermé. Dans un récent sondage, ces derniers ne disaient-ils pas qu'on pouvait s'estimer riche avec un patrimoine de... 500.000 euros ? »

Source : <http://www.capital.fr/a-la-une/classement-des-francais-les-plus-riches/2015/bernard-arnault-l-homme-dont-la-fortune-grossit-d-1-million-d-euro-chaque->



VI) Primaire à gauche: Manuel Valls n'exclut pas d'être candidat face à François Hollande



Les candidats à la primaire à gauche ont jusqu'au 15 décembre pour se déclarer (photo d'illustration) - AFP

Déjà évoquée par Claude Bartolone samedi, cette fois c'est le principal intéressé qui en parle. Manuel Valls n'exclut pas d'être candidat à la primaire à gauche face à François Hollande.

Le Premier ministre continue de semer des

indices sur son éventuelle candidature à la primaire à gauche. Dans un entretien au Journal du Dimanche, Manuel Valls n'exclut d'être candidat face à François Hollande à la primaire du PS et expliquant vouloir "casser cette mécanique qui conduirait (la gauche) à la défaite".

Pourtant ils partagent "le même bilan, les mêmes valeurs", a assuré Najat Vallaud Belkacem sur RTL. La ministre de l'Education nationale estime que le chef de l'Etat et le Premier ministre "ne se présenteront pas l'un contre l'autre".

"Une question de jours"

Pourrait-il être candidat à la primaire face au chef de l'Etat, comme l'a évoqué samedi le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone ?

"Chacun doit mener ses réflexions en responsabilité. Je prendrai ma décision en conscience. Quoi qu'il arrive, le sens de l'Etat m'animerait toujours".

"C'est une question de jours", a précisé le Premier ministre alors que les candidats à la primaire du PS ont jusqu'au 15 décembre pour se déclarer.

"Face au désarroi, au doute, à la déception, à l'idée que la gauche n'a aucune chance, je veux casser cette mécanique qui nous conduirait à la défaite", répond également Manuel Valls alors qu'on lui demande si une candidature de François Hollande pourrait créer une dynamique.

"Le contexte a changé" pour Hollande

"J'ai des rapports de respect, d'amitié, et de loyauté avec le Président. Mais la loyauté n'exclut pas la franchise. Force est de constater qu'au cours de ces dernières semaines, le contexte a changé. La parution du livre de confidences ("Un président ne devrait pas dire ça", NDLR) a créé un profond désarroi à gauche. Comme chef de la majorité, ma responsabilité est donc de tenir compte de ce climat", insiste-t-il.

La primaire initiée par le PS (22-29 janvier) "doit donner un élan, de l'espoir. Il faut se préparer au face-à-face. Je m'y prépare, j'y suis prêt", lance Manuel Valls, qui avait pourtant longtemps exprimé son opposition personnelle à une telle primaire. Il juge désormais "impensable" l'abandon de ce scrutin évoqué par certains soutiens de François Hollande et "appelle les millions d'électeurs de gauche à y participer".

François Hollande doit annoncer sa décision avant le 15 décembre, date limite des dépôt de candidatures pour la primaire. Aucun président de la Ve République n'a renoncé à briguer un deuxième mandat, exception faite de Georges Pompidou, décédé dans l'exercice de ses fonctions en 1974.

M.L. avec AFP



bfmtv.com

VII) A Bondy, Taubira et Aubry préparent 2017... mais aucune ne veut y aller

Etienne Girard

Le "carrefour des gauches", organisé ce samedi 26 novembre à Bondy par les amis de Martine Aubry, promettait d'amorcer le rassemblement du PS en vue de 2017. Malgré des discours forts et la présence de Christiane Taubira ou d'Anne Hidalgo, les participants n'ont pas avancé d'un pouce sur la question des candidatures. De quoi contenter François Hollande...



Christiane Taubira et Martine Aubry sont tombées d'accord pour rassembler le PS... mais sans être candidates. -SIPA

Encore une journée de dupes au PS, dont le grand gagnant pourrait bien se nommer... François Hollande. Pourtant, **les amis de Martine Aubry, organisateurs du "carrefour des gauches" ce samedi 26 novembre à Bondy (Seine-Saint-Denis), pouvaient se prévaloir d'avoir su réunir autour d'un même thème** - rassembler la gauche pour 2017 autour d'un projet fondateur - **toutes les teintes de rose, ou presque** : outre la maire de Lille, des personnalités comme Christiane Taubira et la maire de Paris Anne Hidalgo, accueillies comme des rock stars, le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone, de nombreux frondeurs, quelques amis de François Hollande et aussi le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles. Mais le débat sur une candidature commune à la primaire de la gauche n'a pas avancé d'un pouce, faute d'une personnalité prête à se dévouer pour se présenter face au président de la République.

Certes, ce n'était pas le but affiché de la journée, consacrée à "la relance d'un processus de débats et de rassemblement" entre les socialistes, dicit François Lamy, organisateur de l'événement. A son arrivée, Martine Aubry a d'ailleurs annoncé immédiatement la couleur aux journalistes, rose sérieux et pas rose ambitieux : "Si vous attendez des petites phrases et des noms, vous pouvez partir, parce qu'il n'y en aura pas." Quelques minutes plus tard, elle a réitéré cette invitation au débat à la tribune : "**La candidature que nous déclarons ici à Bondy, c'est la candidature des idées et des valeurs.**" Les candidats déclarés à la primaire de la "Belle alliance populaire" - Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Filoche - avaient d'ailleurs été priés... de ne pas venir. "C'était la condition pour pouvoir parler politique", a expliqué à Marianne l'ex-ministre aubryste Marylise Lebranchu.

L'égalité, "première boussole" de la gauche

Sur le plan des idées, les orateurs de la journée sont souvent tombés d'accord. Tous se sont évertués à réclamer une gauche qui met au centre de ses priorités l'égalité. "C'est la première boussole" de la gauche, a martelé Martine Aubry le matin. "C'est la valeur cardinale, notre ambition première", a poursuivi en écho Christiane Taubira l'après-midi. Le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur Matthias Fekl, seul membre du gouvernement présent, a convenu qu'il fallait "remettre des règles dans l'économie mondiale". Comme Anne Hidalgo, beaucoup ont pointé la nécessité pour la gauche d'exprimer ses valeurs, telles que "l'humanisme" vis-à-vis des réfugiés, en faisant "plus de bruit". "On n'a pas assez parlé des

valeurs", a opiné l'ex-ministre hollandiste Kader Arif, interrogé par Marianne. Mais jamais ces constats communs n'ont débouché sur des propositions plus précises. "Pour l'heure, ça reste encore flou", a reconnu le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles.

Symbole de cette incapacité à aller plus loin qu'un constat global : la thèse des "gauches irréconciliables". Cette théorie avancée par Manuel Valls au moment de la loi Travail, en février dernier, a été unanimement rejetée à la tribune. Sur la loi El Khomri, en revanche, presque autant d'avis que de participants se sont fait entendre. "Le préalable au rassemblement, c'est l'abrogation de la loi El Khomri", a ainsi estimé Olivier Dartigolles, tandis que Matthias Fekl, questionné par Marianne, voulait retenir du texte "sa version définitive", porteuse selon lui de "nombreuses avancées pour les salariés". Alors que Martine Aubry a violemment critiqué le texte dans son discours - "la modernité, ce n'est pas de revenir sur des acquis mais de s'attaquer à l'ubérisation" -, Kader Arif a voulu considérer que ce désaccord était dépassable : "**Ça ne fait pas césure entre nous**".

Bartolone pour une candidature Valls contre Hollande

Au milieu de ces prêches au rassemblement, une seule voix s'est réellement voulu dissonnante : celle de Claude Bartolone. Le président de l'Assemblée nationale a tout simplement appelé le Premier ministre Manuel Valls à se présenter contre François Hollande à la primaire de la gauche :

"Je préférerais qu'ils participent tous les deux à la primaire, plutôt que l'un puisse se dire : 'Voilà je suis éliminé sur le tapis vert, donc je m'éloigne de la campagne, je m'éloigne des socialistes, je m'éloigne de l'action gouvernementale'".

Une attaque contre le président de la République, aussitôt moquée par la totalité des participants au "carrefour des gauches". "C'est le meilleur moyen d'arriver nulle part", a cinglé Olivier Faure, le porte-parole du PS, pendant que Christian Paul, le chef de file des frondeurs, ironisait : "C'est créatif, mais pas réaliste". En privé, un proche de Martine Aubry reconnaissait que cette déclaration inattendue était venue parasiter la journée : "Ce n'est pas le sujet du jour, Barto nous emmerde". Pour Laurent Baumel, soutien d'Arnaud Montebourg, "le sujet de Bartolone, ce n'est pas le carrefour des gauches, c'est de remplacer Hollande par Valls".

Hormis cette escarmouche, la question des candidatures est restée taboue. Du moins en public car dans les travées, de nombreux socialistes déjà derrière un candidat à la primaire se sont montrés inquiets. "Faire des carrefours, c'est bien, mais à un moment, il faut s'engager pour la primaire", a estimé Jérôme Guedj, figure de l'aile gauche du PS et co-directeur de campagne de Marie-Noëlle Lienemann. Un message repris par Mathieu Hanotin, directeur de campagne de Benoît Hamon : "On est à deux semaines du dépôt des candidatures, ces débats, ce n'est plus le sujet". Le député Daniel Goldberg a lui expliqué à Marianne souhaiter qu'une des personnalités présentes à Bondy soit candidate car "quand elles ne sont pas incarnées, les idées ne restent que des idées. »

Taubira lyrique et mystérieuse

Martine Aubry ayant fait savoir une énième fois qu'elle ne souhaitait pas se présenter, Anne Hidalgo semblant accaparée par ses dossiers parisiens, la principale incertitude pesait sur les intentions de Christiane Taubira. Comme s'ils souhaitaient la pousser à être candidate, les organisateurs ont passé la journée à la mettre en valeur et à citer son nom.

Pour autant, l'ex-ministre de la Justice, auteure d'un de ces discours emprunts de lyrisme dont elle a le secret, s'est voulue bien mystérieuse. "**Des actes perturbants, imprévus, difficiles à défendre, ont été accomplis**".

Ces mots ne s'effaceront pas tout seuls, ces actes ne s'expliqueront pas tout seuls", a déclaré la candidate à l'élection présidentielle de 2002. Tout en affirmant dans le même temps qu'"il faudra à chacun faire des efforts" pour rassembler la gauche.

A la fin de sa prise de parole - après la standing ovation de rigueur -, chacun s'interrogeait sur sa signification. "**C'était beau mais je n'ai rien compris**", avouait Laurent Baumel. Le député hamoniste Pascal Cherki prenait lui une grande inspiration avant de nous interroger : "Donc elle n'est pas candidate, c'est ça ? ».

A l'inverse, les plus fervents partisans de sa candidature, comme Stéphane Troussel, le président du Conseil départemental, se voulaient enthousiastes : "Ce que j'ai compris, c'est que tout est ouvert", s'est exclamé l'élue, tout sourire. Matthias Fekl s'est lui amusé d'un discours "magnifique et polysémique", auquel "chacun a pu comprendre différentes choses".

En partant, un proche de Benoît Hamon pestait : "Si tout ça, c'est pour dire à la fin, 'je vote pour François Hollande', c'est vraiment décevant." Comme si les personnalités présentes avaient avant tout pris date pour l'avenir et le congrès socialiste d'après-2017. Pour l'heure, chacun a pu noter que ni Christiane Taubira, ni Martine Aubry, ni Anne Hidalgo n'ont exclu de soutenir une nouvelle fois le président de la République.

anti-immobilisme et anti-démagogie « La gauche c'est l'échec, l'extrême-droite c'est la faillite ».

« Avec cette primaire, c'est une espérance qui est née. Ma mission est de la faire grandir pour la France et la République ».

publicsenat.fr



LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) François Fillon : « Ma victoire est une victoire de fond bâtie sur des convictions »

François Fillon s'est exprimé quelques minutes après les résultats partiels du premier tour de la droite et du centre, appelant notamment au rassemblement de la droite et du centre. Il obtient 67,2% des voix face à Alain Juppé.

« La primaire de la droite et du centre est close » a-t-il déclaré devant ses supporters. « La victoire me revient. Et c'est une victoire de fond bâtie sur des convictions. Depuis 3 ans je trace ma route auprès des Français, avec mes convictions, mes valeurs, et progressivement j'ai senti cette vague qui a brisé tous les scénarios écrits d'avance ».

Le candidat désigné par les électeurs de la droite et du centre a tenu à saluer Nicolas Sarkozy, qui lui a apporté son soutien quelques minutes seulement après les résultats du premier tour. Puis il a adressé à Alain Juppé « un message d'amitié, d'estime et de respect ». « Alain est un homme d'Etat, et il le reste ».

François Fillon appelle maintenant à l'unité de la droite. « Pas un électeur ne doit se sentir humilié ou mis à l'écart. Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous distingue. Voilà pourquoi ce soir je tends la main à tous ceux qui veulent servir notre pays » a-t-il déclaré.

François Fillon se positionne comme le candidat

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com